

# Agnès Verdier-Molinié : « en marche vers l'immobilisme »

Posté le : 17 octobre 2018 16:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale, Fiscalité

Agnès Verdier-Molinié, la directrice de l'Ifrap, publie chez Albin Michel : « *En marche vers l'immobilisme* ». C'est le quatrième volet de notre réflexion sur la malgouvernance en France, après la mise en cause de la gestion de la Capitale Française par le groupuscule rassemblée autour d'Anne Hidalgo, les éléments de réflexion sur le «*destin français*» d'Eric Zemmour, et les inquiétudes démographiques et civilisationnelles autour d'un «*grand remplacement*» exprimées par L. Obertone.

L'Ifrap est une institution que nous approuvons et soutenons et dans sa démarche et dans ses résultats. Beaucoup de ce que nos intuitions suggèrent ou font craindre se trouve confirmé par les études de l'Ifrap. L'équipe est bien informée et sa directrice est une fille crâne et courageuse qui n'hésite pas à se livrer à un exercice d'expression publique qui lui vaut insultes et crachats. Il faut du courage dans ce genre d'entreprise et la tenace Agnès en a. Bravo !

Le livre confirme ce que nous avons anticipé dès la campagne électorale d'E. Macron. On fera peu et relativement insignifiant, même si quelques mesures vitales seront tout de même prises. Pour l'essentiel, l'équipe d'Enarques réunie par l'Enarque Macron aura plus de mal à se sortir des conséquences de sa démagogie électorale, et à se dépatouiller des médias, qu'il ne passera de temps à atteindre les objectifs quantifiés qui avaient été annoncés pour contrer les annonces de F. Fillon.

Sept ministres dont trois d'Etat ont démissionné, dans des conditions le plus souvent bizarres voire franchement déplorables, soit parce qu'ils étaient rattrapés par leurs propres turpitudes après avoir appelé à laver plus blanc que blanc, soit parce qu'ils voyaient bien que la fine équipe d'énarques qui dirigeaient tout ne leur laissait aucun espace d'action. Quant aux programmes, on voit qu'ils sont d'abord et avant tout des affichages, la réalité révélant une suite infinie de petites mesures ou de demi-mesures.

Il était strictement indispensable de revenir sur l'ISF et de remettre une taxation forfaitaire sur l'épargne. Au lieu de défendre ces mesures simplement en expliquant que les gouvernements socialistes avaient été trop loin et que les effets pervers étaient accablants et irresponsables, E. Macron a tenté de justifier une demi mesure de libération fiscale sur l'épargne en accablant l'immobilier. C'était du n'importe quoi démagogique. Il a tenté d'expliquer qu'il donnait du pouvoir d'achats aux pauvres, avec les mesures d'achat de votes démagogiques sur les cotisations sociales des salariés et la suppression de la taxe d'habitation sur une partie des assujettis. Cette farce se retourne contre lui au point qu'il vient dans son dernier discours d'avouer qu'il n'était pas en son pouvoir d'enrichir et de rendre heureux chaque Français !

Ce que montre le livre de notre auteur, c'est que dans le fatras de mesures qui ont été prises, rien ne permet d'atteindre les objectifs affichés. Non, il n'y a pas de baisse des prélèvements ; non il n'y a pas de baisse de l'endettement ; non les réformes prises n'ont pas les effets prévus car presque toutes laissent la place à des préoccupations corporatistes qu'on considère normal de prendre en compte. Le nombre des fonctionnaires ne baissent pas. Les syndicats bloqueurs bloquent toujours à peu près tout. On voit avec l'affaire qui secoue la tête de FO que les mauvaises habitudes ont la vie

dures : népotisme, détournement de l'argent public, méthodes infectes.

Les économies sont fictives. Le prélèvement à la source est un voyage en Absurdie administrative. La réforme du CESE est une farce (l'auteur dit un trompe-l'œil). Les abus dans les collectivités locales sont toujours majeurs. AVM a beau jeu de montrer que dans la ville natale du Président, Amiens l'absentéisme est toujours stratosphérique : 49 jours ouvrés, s'ajoutant à un temps de travail quotidien faible et une durée annuelle très basse. Quand, de façon régulière, une partie des salariés publics ne travaillent que 6 mois payés 12, avec une rémunération moyenne supérieure à celle du privé, nous ne sommes plus en république. L'accès aux données est toujours aussi bloqué. On ne doit pas savoir. Quant on voit que le président du syndicat FO, principal syndicat de la fonction publique, se met en congé maladie parce qu'on a découvert quelques unes de ses turpitudes, on comprend tout.

La grande affaire qui s'annonce est la réforme des retraites. Tout le monde sait que le système de retraite des fonctionnaires est totalement abusif. Le livre donne les chiffres et ils sont à frémir d'indignation : les fonctionnaires ont un avantage de 21% en montant par rapport au privé, avec une retraite moyenne de près de 28.000 euros contre 22.000 pour le privé. Et la manière dont la réforme est conduite aboutira nécessairement sur un nouveau « trompe l'œil ».

Les « rentiers de la République laissent les citoyens dans l'illusion du redressement économique. Avec le risque majeur de dérouler le tapis rouge aux populistes autres bonimenteurs ». « Nous vivons en plein choc de complexité avec ce qui va de pair, l'opacité reine ». « Le risque est de dégoûter nos concitoyens de la démocratie ».

C'est là qu'on rejoint la malgouvernance parisienne, parodie de démocratie, les livres de Zemmour et d'Obertone et plus encore celui de Yascha Mounk « **le peuple contre la démocratie** (L'observatoire) ». « Pour sauver la démocratie, nous avons besoin d'unir les citoyens autour d'une vision commune de leur nation, de restaurer leur espoir en l'avenir économique et des rendre plus résistants aux mensonges et à la haine qu'ils rencontrent tous les jours sur les réseaux sociaux ». Nous-mêmes, depuis 1977, ne cessons de répéter dans l'indifférence générale : « attention à la colère des peuples ». La malgouvernance générale et les dysfonctionnements économiques jamais réparés ont un coût qui n'est pas seulement économique.

Maintenant les avertissements viennent de partout. Il est bien tard.